**PERILA N-N : Projet d'Evaluation des risques au Niger et sur l'Axe Niger-Nigéria**

# Rapport sur les travaux de terrain

INTRODUCTION :

Au cours du travail de terrain mené dans le cadre du projet PERILA N-N - Évaluation des risques au Niger et sur l'axe Niger-Nigéria, les chercheurs membres de l'équipe ont réalisé des entretiens, des enquêtes, collecté des données nouvelles et ont pu ainsi vérifier leurs hypothèses de départ. Cette étape essentielle a été globalement menée sans encombre et les chercheurs sont actuellement dans la phase de traitement des données. Si les conclusions finales ne sont pas encore formulées, de nombreuses hypothèses ont été battues en brèche, de nouvelles pistes de réflexion ont été ouvertes et les problématiques de chacun ont été recentrées, permettant également de préciser l'orientation générale de ce travail collectif.

Un débriefing a été fait, individuellement, avec chaque chercheur[1], afin de mettre à jour et synthétiser les réflexions menées sur chacun des axes et sous-axes de recherche qui composent ce projet.

Tout d'abord, il est particulièrement intéressant de noter que, d'une manière générale, les chercheurs insistent sur le caractère mobile de la notion de « risque ». En effet, les postulats de départ étaient basés sur une certaine conception des risques et des facteurs de risque. Des hypothèses de recherche ont été élaborées à partir de conceptions prédéfinies que le travail de terrain devait permettre de confirmer ou d'infirmer. Or au cours des enquêtes menées par chaque chercheur, ce sont les différentes façons de concevoir le risque qui ont été interrogées. Les membres de l'équipe participant à ce projet constatent que le risque tel qu'il était envisagé au début de l'étude apparaît sous un autre angle lorsqu'il est éclairé par les données de terrain. Le risque n'est en fait pas un concept figé et obéit à une multitude de dynamiques.

Ensuite, l'étude en parallèle de phénomènes potentiellement facteurs de risque au Niger et au Nigéria apporte des éléments de compréhension et de réflexion supplémentaires. En de nombreux domaines, l'exemple du Nigéria représente une perspective d'évolution possible pour le Niger, à moyen comme à long terme. Cet effet « miroir », qui permet d'appréhender les questions de risque au Niger avec un éclairage nigérian, offre donc un angle d'analyse particulièrement intéressant.

---

Le présent rapport est un complément du rapport intermédiaire réalisé à mi-parcours du projet. Il fait le point sur le résultat des recherches de terrain au niveau individuel et donne une vue d'ensemble de la progression générale de l'étude.

Sont présentées ici, axe par axe et de manière synthétique :

- les principales informations recueillies par les chercheurs lors des enquêtes de terrain ;
- les premiers constats dressés ;
- les nouvelles pistes de recherche développées ;

[1] Seul Moumouni Seyni, qui travaille sur les dynamiques des mouvements religieux, n'a pas encore pu faire le point sur ses recherches. En déplacement hors du Niger pendant plusieurs mois, il n'a pu envoyer aux coordinateurs de projet que les informations concernant les méthodes d'enquête et les lieux visités. Un bilan individuel post-terrain est prévu avec lui le 2 octobre prochain.

## AXE 1 : ÉVALUATION DES RISQUES LIÉS AUX MOUVEMENTS RELIGIEUX

### • Premier sous-axe : politique éducative / islamisation du secteur éducatif

- **Mahamane Tahirou Ali Bako** (Lasdel, Niger)

Terrain de recherche : Niamey
Cible : écoles franco-arabes
2 complexes scolaires privés concernés par l'enquête : *Ibadourahmane* et *Sabil il Islam*

Premier constat : les écoles franco-arabes ne sont pas enregistrées en tant qu'écoles « religieuses » et ne sont pas différentiées, au niveau ministériel, des autres établissements scolaires privés.
Pourtant, dans les faits, l'enseignement religieux occupe une grande place dans l'emploi du temps de ces écoles. Par ailleurs, d'autres éléments de différentiation les distinguent des écoles « classiques » (l'uniforme comprenant le hijab et la non mixité des classes notamment).

Second constat : la législation nigérienne n'est pas respectée (niveau requis pour diriger une école, processus permettant d'obtenir un agrément, système d'inspection…)

Question centrale : le contrôle exercé par l'Etat sur ces écoles.

La problématique de recherche se recentre ici sur le rapport entre l'Etat et les écoles franco-arabes.

- Quels sont les outils de contrôle ?
- Pourquoi sont-ils si peu efficaces ?
- Problème de moyens ou de volonté politique ?
- Question de l'idéologie véhiculée par ces écoles et du positionnement de l'Etat.
- Question de la corruption dans le secteur éducatif.

- **Nathaniel Danjibo** (University of Ibadan, Nigeria)

Terrain de recherche : Kano
Cible : écoles islamiques et écoles publiques
8 écoles visitées

Premier constat : une absence de contrôle des écoles islamiques par l'Etat. Certaines portent le titre d' « International School » mais en réalité, la récitation coranique y occupe une grande partie du temps.

Second constat : une grande disparité entre les écoles. La qualité de l'enseignement varie énormément d'une école à l'autre.
D'autre part, certaines écoles pratiquent un système sélectif : les non-musulmans ne sont pas admis ou bien les enfants issus de familles non natives de Kano (*non-indigenes*) ne sont pas admis.

Problème important : le financement des écoles. Les écoles islamiques fondées par des natifs de l'Etat de Kano (*indigenes*) bénéficient de financements gouvernementaux, pas les autres. Les financements « politiques » et des donateurs privés jouent également un rôle important.

Ici, l'étude se focalise sur le contenu des enseignements prodigués, les discours, les pratiques et les différences existant entre les écoles. Le rapport à l'Etat se limite à l'échelle locale (Kano State Government)

Ici, la notion de risque concerne notamment les divisions inter-communautaires induites par le système de sélection.

**• Deuxième sous-axe : dynamiques des mouvements religieux**

- **Seyni Moumouni** (IRSH de Niamey, Niger)

Terrain de recherche : Diffa (sud-est du Niger, zone frontière Niger-Nigeria), Gaya (sud-ouest du Niger, zone frontière Niger-Bénin) et Niamey
Cible : lieux de diffusion des discours religieux (mosquées, associations islamiques) et personnalités religieuses (leaders musulmans, fidèles, militants)

Les enquêtes se sont concentrées sur :

- le contenu des prêches : enregistrement de prêches dans les mosquées, étude des DVD de prêches réalisés au Nigéria et vendus au Niger
- les discours de leaders religieux (interviews)
- l'influence de la secte Boko Haram au Niger : rencontre avec des proches de membres de la secte arrêtés à Diffa, copie, traduction et analyse de l'ouvrage du fondateur de la secte intitulé « Nos principes et nos engagements dans la prédication et le Djihâd ».

**AXE 2 : Évaluation des risques liés à la fragilité de l'Etat**

**• Premier sous-axe : Gouvernance et politiques publiques**

- **Abdourahmane Idrissa** (Lasdel, Niger)

Terrain de recherche : Niamey
Cible : les jeunes sans emploi
Secteurs enquêtés : les acteurs institutionnels en charge de l'emploi et les espaces où se concentrent les jeunes chômeurs

Premier constat : les difficultés d'accès à l'emploi sont en grande partie induites par les blocages administratifs et l'incompétence de nombreux acteurs.

Second constat : l'analyse de l'accès des jeunes à l'emploi doit prendre en compte la division secteur formel/secteur informel. Les problèmes sont aussi nombreux dans les deux secteurs mais ils diffèrent dans leurs manifestations comme dans les moyens nécessaires pour leur résolution. Le concept d' « employabilité » est utilisé ici pour analyser ces différences.

Le rapport entre politiques publiques et chômage des jeunes est ici mis en lumière à travers un certain nombre d'expériences et de parcours individuels.

Question centrale : la frustration accumulée par la jeunesse sans emploi.

Si, au départ, le risque semblait être celui d'une éventuelle contestation sociale au sein de la jeunesse nigérienne, il semble que le risque de manipulation de cette jeunesse par la classe politique soit également à prendre en compte.

- **Ila Ahmed** (Lasdel, Niger)

Terrain de recherche : Niamey
Cible : les services de l'Etat en matière de fourniture électrique
Enquêtes réalisées auprès de la société nationale d'électricité du Niger (Nigelec)

Premier constat : faible capacité de production du Niger, forte dépendance vis-à-vis du Nigéria, déséquilibre dans la fourniture électrique, vétusté des infrastructures de la Nigelec et niveau d'endettement important.

Deuxième constat : la récente privatisation partielle de la NEPA (société nationale d'électricité du Nigeria) pourrait avoir des conséquences à court terme sur l'accès à l'énergie électrique au Niger.

Question centrale : la capacité de l'Etat à distribuer l'énergie électrique

Si, au départ, le problème de la dépendance énergétique vis-à-vis du Nigéria apparaissait comme le risque majeur de limitation de l'accès à l'électricité, la question de la distribution semble primordiale.
Le Niger est sur le point de se doter de nouvelles sources d'approvisionnement électrique (barrage de Kandadji, centrale thermique dans la région de Tahoua) mais la capacité de la Nigelec à assurer la distribution est loin d'être garantie. En cas d'insuffisance, les quartiers populaires des grandes villes, ainsi que les zones rurales seront les plus touchés.

Risques liés : - contestation sociale
- augmentation de l'insécurité nocturne
- déforestation (utilisation du bois en compensation)

**• Deuxième sous-axe : Enjeux de la sécurité alimentaire**

- **Amadou Oumarou** (Lasdel, Niger)

Terrain de recherche : Niamey
Cible : la politique des '3N' (les Nigériens Nourrissent les Nigériens) mise en place par le nouveau gouvernement.
Enquêtes réalisées auprès des acteurs publics en charge des questions de sécurité alimentaire.

Premier constat : la diversité des institutions impliquées dans la gestion des crises alimentaires ainsi que la concurrence susceptible de se développer entre elles.

Second constat : Si les politiques de gestion des crises alimentaires sont habituellement totalement renouvelées lors des changements de gouvernement, la politique des 3N a intégré les structures existantes, issues de l'ancien gouvernement, dans son système de fonctionnement. Il s'agit donc d'une première tentative de capitalisation.

Question centrale : la mise en place, le fonctionnement et l'efficacité de cette politique spécifique de gestion des questions alimentaires dans un contexte difficile

La problématique se recentre ici sur la capacité de la politique des 3N à gérer une situation d'urgence (en particulier celle qui se profile en 2012-2013)

Problèmes majeurs :
- La coexistence de structures différentes
- Les conflits de compétences pouvant émerger
- Les coûts induits par la création d'une nouvelle structure

- **John Odozi** (University of Ibadan, Nigeria)

Terrain de recherche : Sokoto, Illéla et la zone frontière Nigéria-Niger
Cible : les politiques mises en place dans la gestion des réserves et du commerce des céréales dans l'Etat de Sokoto.

Premier constat : l'Etat de Sokoto a développé un système de réserve de céréales mais les stocks sont insuffisants pour véritablement permettre de stabiliser le marché. De plus, une partie de la production de céréales dans l'Etat de Sokoto alimente le marché nigérien.

Second constat : les autorités nigérianes n'ont que de très faibles capacités de contrôle sur le commerce légal et illégal de céréales avec le Niger.

Interviews réalisées : auprès des
- autorités locales de l'Etat de Sokoto
- 120 paysans
- 60 commerçants

Question centrale : en cas de crise alimentaire au Niger, quel rôle peut jouer le marché local de céréales à Sokoto ?

Le risque majeur concerne ici l'impossibilité pour l'Etat de Sokoto de combler les manques en cas de déficit alimentaire. Par ailleurs, la demande en céréales de l'autre côté de la frontière représente un risque pour la stabilité du marché local.

Risques liés :
- activités spéculatives des commerçants
- augmentation des prix des céréales
- pénurie alimentaire

| **AXE 3 : Evaluation des risques liés aux facteurs socio-économiques** | | |
|---|---|---|
| **• Premier sous-axe : Exode rural et pression urbaine** | | |
| - **Hamani Oumarou** (Lasdel, Niger)<br><br>Terrain de recherche : Birni Nkonni<br>Cible : les migrants nigériens et étrangers à Birni Nkonni, leur impact sur la ville.<br>Enquêtes réalisées auprès des migrants, des autorités locales et traditionnelles.<br><br>Premier constat : la présence des migrants à Birni Nkonni est bien perçue. Elle est considérée comme un avantage pour la ville et ses habitants. Il n'existe pas de quartier réservé aux étrangers à Birni Nkonni.<br><br>Second constat : la proximité du Nigéria ne représente pas de problème majeur en matière de sécurité. Des « comités de vigilance » ont été mis en place, essentiellement pour palier au manque de moyens de la police face à l'augmentation de la population.<br><br>La problématique de recherche concernant le risque se focalise ici sur la capacité d'une ville comme Birni Nkonni à tirer avantage de sa position particulière et à juguler les éventuelles tensions sociales induites par des importants mouvements de population. | - **Rasheed Olaniyi** (University of Ibadan, Nigeria)<br><br>Terrain de recherche : Kano<br>Cible : les migrants nigériens<br><br>Premier constat : il s'agit de migrations fluides (arrivées progressives, étalées dans le temps et dans l'espace) et les profils de migrants nigériens sont très diversifiés (des grands commerçants aux marchands de rue).<br><br>Second constat : il existe une image relativement négative des Nigériens parmi certains habitants de Kano qui les considèrent comme une charge supplémentaire pour la ville. Cependant, une autre perspective - associant vision paternaliste et devoir de solidarité musulmane - est plus répandue. Globalement donc, la présence des Nigériens à Kano est considérée comme bénéfique. Cette conception est appuyée par la bonne réputation des Mallams (maîtres coraniques) nigériens.<br><br>La notion de risque concerne ici les migrants eux-mêmes qui, lorsque leur situation économique est précaire, se trouvent dans un état de vulnérabilité important (en terme de sécurité, d'accès au logement et à la santé notamment). | - **Willie Eselebor** (University of Ibadan, Nigeria)<br><br>Terrain de recherche : zone frontière Niger-Nigéria (corridor Illéla-Birni Nkonni)<br>Cible : les pratiques transfrontalières illégales<br>Enquêtes réalisées auprès des services de police et des services de l'immigration nigérians (dont le chercheur est lui-même un agent).<br><br>Premier constat : des trafics transfrontaliers diversifiés :<br>- biens de consommation produits au Nigéria<br>- cigarettes<br>- drogue<br>- armes légères<br>- migrants illégaux<br><br>Second constat : les trafics transfrontaliers restent intenses malgré les menaces qu'ils représentent en raison :<br>- de l'insuffisance des moyens dont disposent les agents de l'Etat<br>- de la pauvreté endémique<br>- de la porosité de la frontière<br>- du fort niveau de corruption<br><br>Question centrale : les acteurs publics peuvent-ils disposer des moyens nécessaires pour contrôler et limiter les trafics transfrontaliers ?<br>Question subsidiaire : Existe-t-il une véritable volonté politique allant dans ce sens ? |

**• Deuxième sous-axe : Risques liés aux retours des migrants**

- **Mounkaïla Harouna** (Université Abdou Moumouni de Niamey, Niger)

Terrain de recherche : commune de Tchintabaraden (région de Tahoua, centre-ouest du Niger)
Cible : migrants nigériens de retour de Libye
Tchintabaraden a été choisi comme lieu d'enquête car c'est la commune qui a enregistré le plus grand nombre de retours de Libye. Enquêtes réalisées auprès des associations de migrants, des familles de migrants et des autorités administratives.

Premier constat : le retour massif des migrants nigériens au cours du conflit libyen n'a pas engendré de problème majeur en termes de sécurité. Le processus de désarmement des anciens combattants ainsi que la gestion des retours a été plutôt efficace.

Second constat : le maintien de la stabilité au Niger à l'issue de cette crise est dû à la combinaison de plusieurs facteurs :

- l'implication des acteurs publics (le Premier ministre Brigi Rafini en particulier)
- la participation des leaders communautaires et des anciens combattants touaregs aux opérations de désarmement et de promotion de la paix (Haut-Commissariat à la Restauration de la Paix associé à la gestion de la crise)
- la capacité d'organisation des migrants (création d'association, bonne gestion des fonds d'urgence)
- la flexibilité et la capacité d'adaptation des migrants (beaucoup sont déjà repartis)

Question centrale : les risques socio-économiques liés au retour massif de migrants nigériens de retour de Libye ont pu être maîtrisés. Si des risques persistent, de quel ordre sont-ils ?

Risques éventuels à court terme : contestation sociale au sein de la jeunesse, notamment les combattants désarmés qui attendent de l'Etat nigérien des solutions durables, notamment en terme d'emploi.

PERSPECTIVES ET LIMITES DE L'ÉTUDE :

D'une manière générale, les chercheurs membres de l'équipe PERILA N-N ont pu réaliser leurs enquêtes de terrain dans de bonnes conditions. Un certain retard a été accusé dans le démarrage des enquêtes au Niger en raison des nouvelles dispositions prises par le ministère de l'enseignement supérieur, qui oblige tout chercheur à se munir d'une autorisation de recherche lorsqu'il envisage de mener des entretiens ou des enquêtes. L'obtention de cette autorisation a rencontré de nombreux blocages administratifs et plus d'un mois a été nécessaire pour que chaque chercheur puisse obtenir la sienne. La non présentation de cette autorisation a parfois été avancée comme raison de refus par les personnes sollicitées pour des entretiens et par conséquent, certains chercheurs ont dû reporter leur travail de terrain de plusieurs semaines.

Pour la plupart des membres de l'équipe, la durée globale de cette étude et le temps consacré au travail de terrain en particulier ont été trop courts. Beaucoup auraient souhaité poursuivre leurs investigations, réaliser des enquêtes et des entretiens supplémentaires ou croiser leurs informations avec d'autres sources récoltées ailleurs. En revanche, ils soulignent l'intérêt des sujets abordés et le caractère innovant d'une étude sur le risque abordé dans le champ des sciences sociales. Tous sont convaincus de la nécessité de valoriser au maximum les résultats de cette étude qui est, par ailleurs, une première expérience réussie de travail collectif associant chercheurs nigériens et nigérians.

Le Dr. Nathaniel Danjibo, chargé d'étudier les risques liés aux mouvements religieux au Nigéria, a rencontré d'importants problèmes concernant le second sous-axe. Il avait en effet envisagé de travailler sur le mouvement chi'ite et le mouvement Izala au Nigéria, or les leaders de ces mouvements, identifiés comme les principales personnalités à interroger, refusent jusqu'à présent de lui accorder des entretiens. Le temps imparti aux enquêtes de terrain ne permet pas au Dr. Danjibo de poursuivre ses investigations et pour cette raison, il a décidé de se cantonner à l'étude des risques religieux dans le système scolaire nigérian.

Il s'agit d'un manque important car l'analyse de l'histoire et de l'évolution actuelle des mouvements islamiques au Nigéria est essentielle pour comprendre le contexte religieux nigérien d'aujourd'hui. Cependant, l'IFRA-Nigéria a commencé à développer un programme de recherche sur quatre ans (2012-2015) sur les dynamiques de l'Islam au Nigéria au sein duquel des études concernant les mouvements sectaires seront menées. Les travaux réalisés dans le cadre de ce programme de recherche devraient donc venir combler cette lacune.

## CONCLUSION :

Les premiers constats dressés à l'issue du travail de terrain ne permettent pas encore de formuler de véritables conclusions. Chaque membre de l'équipe PERILA N-N s'attache à présent à traiter l'ensemble des données récoltées afin de produire un rapport détaillé ainsi qu'un article scientifique dans lesquels apparaîtront les résultats finaux de leur recherche.

Les coordinateurs nationaux sont quand à eux chargés de rassembler les documents et de rédiger un rapport de synthèse.

Le dernier séminaire prévu dans le cadre de ce projet sera l'occasion pour chaque chercheur de présenter le résultat de son travail et de partager ses conclusions avec les autres membres de l'équipe. La volonté d'organiser un séminaire public - sorte de mini-conférence où les résultats des recherches pourront être discutés - est commune à l'ensemble de l'équipe. Ce séminaire-conférence aura lieu à l'Université Ahmadu Bello de Zaria, où l'IFRA dispose de locaux pouvant accueillir un événement de ce type. Ce dernier séminaire se tiendra dans la première quinzaine du mois de novembre, mais afin qu'une date définitive puisse être fixée, chaque chercheur doit encore préciser ses périodes de disponibilité.